



Taux actuels de **retard de croissance**: 6% **d'émaciation**: 27.6% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale**: 17%

Source: Gouvernement bissau-guinéen (MICS, 2014)

Bons résultats

- Guinée-Bissau : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Guinée-Bissau : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Guinée-Bissau : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Guinée-Bissau : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 98% des enfants en 2014.
- Guinée-Bissau : 92.4% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (0.71% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Guinée-Bissau : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (7.8% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Guinée-Bissau : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Guinée-Bissau : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Guinée-Bissau : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Guinée-Bissau : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques, on note toujours l'absence d'objectifs de nutrition clairs assortis de délais.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (20.8% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Guinée-Bissau : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Guinée-Bissau : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.



Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	0.71%	2014	45e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	7.8%	2014	35e

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Médiocre	2014	43e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2013	37e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	24.1%	2010	41er
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Très médiocre	2010	43e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Moyen	2014	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Pas dans la loi	2011	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2006	28e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2015	29e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	98%	2014	10e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	79.3%	2015	18e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	20.8%	2015	31er
Visites médicales pour les femmes enceintes	92.4%	2014	23e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2011-2015	24e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Non	2012	32e ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Faiblement consacre dans le droit	2016	28e ex aequo
--	-----------------------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel